

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 11 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EXCOFFIER MONT BLANC exDIEMUNSCH ET FILS**

10 route Méribel  
74700 Sallanches

Références : [20230628-RAP-InspectionExcoffierSallanchesVs](#)

Code AIOT : 0010800446

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juin 2023 dans l'établissement EXCOFFIER MONT BLANC exDIEMUNSCH ET FILS implanté allée K 2011 avenue André Lasquin 74700 Sallanches. L'inspection a été annoncée le 27 avril 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrivant dans le programme pluriannuel de contrôle des ICPE visait à contrôler des prescriptions d'ordre général sur l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXCOFFIER MONT BLANC exDIEMUNSCH ET FILS
- allée K 2011 avenue André Lasquin 74700 Sallanches
- Code AIOT : 0010800446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Excoffier Mont-Blanc situé à Sallanches effectue des activités de tri, transit et regroupement des déchets au titre de plusieurs rubriques. Ce site initialement connu sous le nom de Diesmunsch du nom de son propriétaire Mme Valérie Diesmunsch a été racheté par le groupe Excoffier Recyclage. Cet établissement initialement autorisé est aujourd'hui réglementé par arrêté préfectoral mais ne présente que des rubriques classées sous le régime de la déclaration. Le site est régulièrement autorisé à pratiquer ses activités au travers d'un arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2013. Cet arrêté préfectoral a été complété par un récépissé de déclaration pour la rubrique 2710-1-b et 2710-2-c, en date du 19 mai 2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Traitement des eaux résiduaires et valeurs de rejet
- Moyen de lutte contre l'incendie

#### **2) Constats**

**2-1) Introduction** - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions

qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associé à une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet; il peut s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 31/07/2006, article 1
2	Effluents liquides	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, point 5.1 de l'annexe 1
3	Effluents liquides : VLE et Analyses annuelles EP	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée sur ce site n'a pas révélé de non-conformité relative aux différents points de contrôle abordés.

Cependant, à titre d'observation, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de :

- finaliser le curage du séparateur à hydrocarbures,
- curer le réseau d'eaux pluviales au droit du site afin de rétablir la bonne circulation de ces eaux dans les canalisations.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2006, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubriques autorisées par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral complémentaire en date du 4 décembre 2013 et complété par une déclaration initiale du 19 mai 2016 pour intégrer les rubriques 2710.			
rubriques	Désignations	Niveaux présents sur le site	régimes
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, et 2719.	Quantité maximale susceptible d'être présente sur le site : déchets en attente de tri : 300 m <sup>3</sup>	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, bois, textiles, caoutchouc, plastiques à l'exception des rubriques 2710 et 2711.	Quantité maximale susceptible d'être présente sur le site de 520m <sup>3</sup> se répartissant comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• bois : 400 m<sup>3</sup></li> <li>• papiers, cartons : 90 m<sup>3</sup></li> <li>• plastiques, caoutchouc : 30 m<sup>3</sup></li> </ul>	D
2713	Installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux.	Surface de stockage : 600 m <sup>2</sup>	D
2791-2	Traitement de déchets non dangereux.	Broyage de déchets non dangereux : 9t/j	DC
2710-1-b	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur de ces déchets. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t.	Le volume de ces déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est de 6,5 tonnes.	NC
2710-2-b	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur de ces déchets. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	Le volume de ces déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est de 284 m <sup>3</sup> .	NC
<b>Constats :</b> Les volumes autorisés par l'arrêté préfectoral sont respectés. L'exploitant a indiqué que le broyage, autorisé au titre de la rubrique 2791-2, n'est que rarement réalisée sur le site en raison du manque d'espace (le broyage peut concerner les métaux et les déchets industriels banals DIB).			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, point 5.1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait part de l'installation d'un nouveau séparateur à hydrocarbures lors d'une séquence de travaux conséquents (notamment changement du pont bascule) qui ont eu lieu en février 2022. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le séparateur à hydrocarbures est curé 2 fois par an. Celui-ci a été curé une fois en octobre 2022 et une fois le 27 juin 2023 par la société ORTEC. Lors de l'inspection, il a été constaté le bon état du séparateur récemment installé mais aussi la forte charge en effluents ainsi qu'une odeur d'hydrocarbures persistante dans le séparateur malgré le curage du 27 juin 2023. L'exploitant a expliqué que le curage réalisé le 27 juin 2023 n'avait pu être effectué dans son intégralité en raison de cette forte charge dans le séparateur et de par la capacité trop petite de l'hydrocureur déployé par la société ORTEC. Une seconde intervention de la société ORTEC sera programmée dans les semaines à venir. En outre, il a été constaté que le réseau d'eaux pluviales du site était apparemment bouché : de l'eau stagnait au-dessus de l'avaloir des eaux pluviales sans que celles-ci s'écoulent normalement. Le certificat de nettoyage du séparateur à hydrocarbures en date du 27 juin 2023 indique que le curage du réseau eaux pluviales n'est pas finalisé.
<b>Observations :</b> Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de : <ul style="list-style-type: none"><li>• finaliser le curage du séparateur à hydrocarbures,</li><li>• curer le réseau d'eaux pluviales au droit du site afin de rétablir la bonne circulation de ces eaux dans les canalisations.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Effluents liquides : VLE et Analyses annuelles EP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, effluents liquides : VLE et analyses annuelles EP
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;</li><li>• DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</li><li>• hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;</li><li>• métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.</li></ul>
<b>Constats :</b> La dernière analyse des eaux résiduaires rejetées au milieu naturel a été effectuée le 16 janvier 2023 par le laboratoire LAEPS. Les résultats sont conformes à la réglementation applicable et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'extincteurs répartis sur le site,</li><li>• d'un moyen permettant d'alerter les secours,</li><li>• de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets,</li><li>• d'un poteau incendie ou réserve d'eau, permettant de délivrer à minima 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures</li></ul>
<b>Constats :</b> La vérification des moyens de lutte contre les incendies a été effectuée le 23 décembre 2022 par la société Eurofeu. La vérification a porté sur l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présent sur site, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• le bloc autonome éclairage de sécurité,</li><li>• les extincteurs présents dans les véhicules,</li><li>• les extincteurs du site.</li></ul> Cette prestation n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite